

1<sup>er</sup> NUMÉRO. \*

—  
On souscrit, rue du  
Caire, n. 17, à  
l'entresol.



PRIX : 15 C.

—  
Chaque exemplaire.

—  
Pour les renseigne-  
mens tous les jours  
de midi à 4 heures.

LA

# FEMME LIBRE.

---

## APOSTOLAT DES FEMMES.

---

### APPEL AUX FEMMES.

Lorsque tous les peuples s'agitent au nom de *Liberté*, et que le prolétaire réclame son affranchissement, nous, femmes, resterons-nous passives devant ce grand mouvement d'émancipation sociale qui s'opère sous nos yeux.

Notre sort est-il tellement heureux, que nous n'ayons rien aussi à réclamer? La femme, jusqu'à présent, a été exploitée, tyrannisée. Cette tyrannie, cette exploitation, doit cesser. Nous naissons libres comme l'homme, et la moitié du genre humain ne peut être, sans injustice, asservie à l'autre.

Comprenons donc nos droits; comprenons notre puissance; nous avons la puissance attractive, pouvoir des charmes, arme irrésistible, sachons l'employer.

\* Le second numéro paraîtra le 25 août.

Refusons pour époux tout homme qui n'est pas assez généreux pour consentir à partager son pouvoir; nous ne voulons plus de cette formule, *Femme, soyez soumise à votre mari!*

Nous voulons le mariage selon l'égalité... Plutôt le célibat que l'esclavage!

Nous sommes libres et égales à l'homme; un homme puissant et juste l'a proclamé, et il est compris de beaucoup qui le suivent.

Honneur à ces hommes généreux! Dans l'avenir, une auréole de gloire les attend. Elevons la voix, réclamons notre place dans la cité, dans le temple nouveau qui reconnaît à la femme des droits égaux aux droits de l'homme.

L'association universelle commence; il n'y aura plus parmi les nations que des rapports industriels, scientifiques et moraux; l'avenir sera pacifique. Plus de guerre, plus d'antipathie nationale, amour pour tous. Le règne de l'harmonie et de la paix s'établit sur la terre, et le moment est arrivé où la femme doit y avoir sa place.

Liberté, égalité, ... c'est-à-dire libre et égale chance de développement pour nos facultés : voilà la conquête que nous avons à faire, et nous ne pouvons l'obtenir qu'à la condition de nous unir toutes en un seul faisceau; ne formons plus deux camps : celui des femmes du peuple; celui des femmes privilégiées; que notre intérêt nous lie. Pour atteindre ce but, que toute jalousie disparaisse parmi nous. Honneur au mérite, place à la capacité, de quelque côté qu'ils se présentent.

Femmes de la classe privilégiée; vous, qui êtes jeunes, riches et belles, vous vous croyez heureuses lorsque dans vos salons vous respirez l'encens de la flatterie qui vous est prodigué par tous ceux qui vous entourent; vous régnez : votre règne est de peu de durée; il finit avec le bal. Retrées chez vous, vous redevenez esclaves; vous retrouvez un maître qui vous fait sentir sa puissance, et vous oubliez tous les plaisirs que vous avez goûtés.

Femmes de toutes les classes, vous avez une action puissante à exercer; vous êtes appelées à répandre le sentiment

d'ordre et d'harmonie partout. Faites tourner au profit de la société le charme irrésistible de votre beauté, la douceur de votre parole entraînant, qui doit faire marcher les hommes vers un même but.

Venez inspirer au peuple un saint enthousiasme pour l'œuvre immense qui se prépare.

Venez calmer l'ardeur belliqueuse des jeunes hommes, l'élément de grandeur et de gloire est dans leur cœur. Mais ils ne voient de grandeur et de gloire que le casque en tête et la lance à la main. Nous leur dirons qu'il ne s'agit plus de détruire, mais qu'il s'agit d'édifier.

Les dames romaines décernaient des couronnes aux guerriers; nous, nous tresserons des fleurs pour ceindre la tête des hommes pacifiques et moraux qui feront marcher l'humanité vers un but social et qui enrichiront le globe par la science et l'industrie.

JEANNE-VICTOIRE.

Les Femmes, jusqu'à présent, ont été esclaves soumises, ou esclaves révoltées, jamais libres.

Les premières pliées à ce naturel de convention qui fait la base de notre éducation, sont esclaves des préjugés sociaux, mais se trouvent protégées par ces mêmes préjugés auxquels elles se soumettent contre tout despotisme individuel.

Les secondes, au contraire, affranchies des entraves de l'opinion générale, ne pouvant invoquer l'égide de cette opinion qu'elles dédaignent, tombent sous la dépendance personnelle des hommes qui, n'étant pas reliés par une morale unitaire, n'ont d'autre sanction à leurs principes et à leurs jugemens isolés que celle du caprice ou du bon plaisir.

Tout en comprenant la nature des femmes qui préfèrent l'abnégation à une satisfaction qui ne serait pas sanctionnée, tout en sachant apprécier l'esprit d'ordre et le noble orgueil qui les rend fidèles au devoir; nous comprenons aussi la nature de celles qui n'ont pu se soumettre à une loi maintenant privée de cette douce religiosité qui remplit le cœur et rend le devoir plus facile.



**ABONNEMENT.**

Paris : 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép. : 30 — 15 — 7 — 50.

Rue du Bouloi, 26.

**LE TOCSIN**

**COMITÉ DE RÉDACTION.**

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

**DES TRAVAILLEURS.**

**SOMMAIRE.** — Le napoléonisme. — Incident du jour. — Séance de l'Assemblée. — Les femmes et le pot-au-feu. — Élections. — Revue de l'étranger. — Faits divers.

PARIS, 12 JUIN.

**LE NAPOLÉONISME.**

Gloire à Napoléon, honte aux singes du grand homme!

Lorsque la République de nos pères nous eût donné la foi politique, l'unité morale, une invincible armée, Napoléon s'empara de tout en despote : ce fut son crime. Cependant il força l'Europe à subir l'esprit de la révolution qui planait au-dessus des aigles de l'empire. C'est pourquoi, vivant ou mort, il fut pardonné, admiré, aimé par la France ; nous sommes quittes.

Que nous veut donc son neveu ? S'il rentrait en républicain sincère, soit ; mais M. Louis Bonaparte ne rentre-t-il pas en *Bonapartiste* ? Fût-il un citoyen irréprochable, il est pris comme un drapeau par des intrigants, par des fanatiques, et il le souffre. Point de milieu : c'est un ambitieux ou un niais. Dès-lors il est dangereux par lui-même ou dangereux par le parti dont il est le mannequin et l'enseigne.

Quoi ! nous n'en finirons jamais avec la racaille des prétendants qui se disputent le gouvernement de la France comme leur propriété légitime ? Nous avons une kyrielle de Bourbons, il nous fallait encore des Bonaparte ? Peuple, seras-tu éternellement le jouet de cette populace de princes qui s'évertuent à filouter la souveraineté au nom du principe dynastique ?

Qu'est-ce enfin que M. Louis Bonaparte ? A peine a-t-il été nommé représentant du peuple, une partie de la tourbe des réactionnaires l'a salué comme le héros d'un nouveau 18 brumaire ; selon leurs espérances, c'est un secret de famille chez les Bonaparte.

Peuple, en 1799, pour étouffer ta liberté il ne fallut pas moins que le vainqueur de l'Italie et de l'Égypte, Si le Directoire tomba, si la nation fléchit, ce fut devant le glorieux émule d'Annibal et d'Alexandre. Et le peuple de 1848 se laisserait souffler sa République par l'écolier qui commit les sottises escapades de Strasbourg et de Boulogne ? Es-tu donc si dégradé, peuple, que tes pères aient plié sous la botte qui avait foulé les Alpes et les Pyramides, et que toi, vaillant soldat des barricades, tu cèdes au Petit-Poucet chausant la botte de sept lieues du géant ?

Jamais danger ne fut plus ridicule, jamais ridicule ne fut plus dangereux ; c'est une farce tragique.

M. Louis Bonaparte a une affliction de naissance, c'est son nom. Depuis le berceau, il a le cauchemar de la gloire et de la puissance du génie extraordinaire dont il se croit le représentant. Tout ce que l'oncle faisait, le neveu le fait ou veut le faire ; c'est sa monomanie. L'oncle commença par être artilleur, le neveu a débuté par l'exercice du canon. L'oncle contint les destinées publiques entre ses mains ; depuis douze ans, le neveu travaille à se distendre le pouce et l'index suffisamment pour étreindre la France par un bout, et la France lui glisse toujours entre les doigts. A cette heure il frappe aux portes de l'Assemblée nationale. S'il avait à usurper le pouvoir, il n'en a pas la poigne ; mais manque-t-il de séides et de meneurs tout prêts à le lui livrer ?

Voilà où nous a réduits la faiblesse du gouvernement ! Le peuple s'est découragé, les monarchistes de toutes les sortes s'enhardissent, et déjà notre République ressemble à un lion décrépît qui reçoit de toutes les dynasties le coup de pied de l'âne.

Peuple, veux-tu de nouveaux maîtres ou veux-tu rester libre ? Décide.

Hélas ! l'incapacité et l'impuissance de nos gouvernants sont notoires, et le mal appelle un remède. Est-il dans le triomphe des principes ou dans l'idolâtrie d'un fétiche impérial ? C'est dans le retour aux institutions monarchiques, à ce que dit cette bourgeoisie hypocrite qui n'a donné à la République le baiser de Judas que pour la livrer à la royauté, d'où qu'elle vienne. Le peuple en croira-t-il ses ennemis ? Non, c'est dans l'application de ses principes immortels que réside son salut, il s'y attachera pour se sauver. Si, par malheur, il se laissait entraîner à la stupide adoration d'une goutte du sang d'un grand homme égarée dans les veines d'un pygmée, il serait perdu. Après avoir escamoté la révolution politique, la réaction escamoterait la révolution sociale. Voilà ton péril, peuple ; ouvre l'œil et sois sur tes gardes.

N'est-il pas clair qu'en ce moment tous les réactionnaires, légitimistes ou orléanistes, aident au succès du prince-citoyen ? Ces habiles meneurs le connaissent pour ce qu'il est, pour une médiocrité politique, et tous prévoient qu'il ne tiendra pas au pouvoir. Mais son nom est populaire. En avant Louis-Napoléon Bonaparte, et de toutes leurs forces ils le pousseront pour qu'il fasse brèche à la République. Quand la brèche sera faite, le jeune homme tombera dans le fossé, et soudain vous verrez flotter à ciel ouvert la bannière d'Orléans ou le drapeau blanc d'Henri V. Voilà le plan du faubourg Saint-Germain et de la Chaussée-d'Antin. L'étourdi de Strasbourg et de Boulogne servira à leur préparer la voie. Il passera le premier portant sur le poing l'aigle impérial, et l'aigle sera plumé au profit du coq gaulois.

Déjouons toutes ces ruses. Que Louis Bonaparte ait la liberté de siéger à l'Assemblée nationale, et que le peuple évite le piège tendu à sa générosité. C'est aussi à titre de proscrit que ce prince est recommandé aux sympathies des masses ; il nous suffit que l'arrêt de proscription soit révoqué. Mais quand bien même Louis Bonaparte serait victime, est-ce une raison pour que nous en fassions une idole ?

Peuple, ne saurais-tu donc que conquérir ta liberté et ne aurais-tu jamais la conserver ?

Eh ! ce n'est pas assez d'abattre ou de chasser tel ou tel roi ; ce qu'il faut exterminer, c'est le principe dynastique. Ce principe est la base de notre esclavage. Là où un homme vaut par le sang de sa famille et tire de sa race un titre à commander, le peuple est un vil serf. Serf d'un gouvernement qu'il n'a pas choisi, serf de tous les fonctionnaires dont ce privilège se réserve la nomination, et il ne lui reste qu'à devenir un plat valet ou un esclave rebelle. Si le peuple veut être ce que Dieu l'a fait, souverain, il doit extirper le vieux principe dynastique qui classe le nom avant les droits sacrés du génie, de la vertu et de la liberté. C'est peu que de se délivrer d'un tyran, si l'on ne se délivre de la tyrannie. Quand on a coupé un mauvais arbre, on en arrache la racine.

Loin, loin de nous tous les prétendants, fut-ce un rejeton du plus grand homme des temps modernes !

O peuple ! tu ne sais pas encore t'honorer à l'égal de ce que tu es, de ce que tu vaudrais. Nous avons entendu sortir de ta poitrine ce cri répété : *Vive Louis Napoléon !* c'est-à-dire vive le neveu de feu l'empereur ? Mais toi, ne descends-tu pas en ligne directe d'un père plus grand que l'empereur lui-même ? Dis, ne sais-tu plus qui a pris la Bastille, qui a fait le dix août, et qui, après avoir mis le trône en cendres, défendit contre toute l'Europe en armes la fournaise ardente de notre liberté, le foyer lumineux de notre croyance ? As-tu donc oublié qui passa les Alpes, les Pyrénées, le Nil, le Rhin, la Vistule, et fit faire à notre révolution le tour de l'Europe, sous la protection de son épée flamboyante ? Qui donc en 1830 livra à la royauté une dernière grande bataille ? Faut-il te le

nommer ? C'est le peuple de France, dont tu es le digne fils, héroïque combattant du 6 juin et du 24 février. D'où vient que tu n'as pas la religion de ton père ? Pourquoi manques-tu de respect à sa mémoire en criant : *Vive le neveu de l'empereur !* Comme si tu étais un bétail qui ne connaît pas sa généalogie, qui n'a pas une longue suite d'ancêtres glorieux, et se pousse à la queue d'un fils de bonne maison ? Songe que pour assurer ta dignité souveraine ton père a combattu comme un soldat et souffert comme un martyr, qu'il a dispersé ses os sur la place publique et sur les champs de bataille, tandis que la poussière de Napoléon repose sous un dôme. Laisse donc passer tous les descendants napoléoniens sans t'en émouvoir ; tu les vaudras. L'essence immortelle de ton père est vivante en toi, ne la trahis pas et garde ta majesté.

Le temps où nous vivons est rude, nous le savons, et fécond en épreuves ; mais le passé s'évanouira devant l'avenir.

Viennent donc tous les reliquats monarchiques, tous les résidus des générations de l'empire, de la restauration et du philippisme ; que ces fantômes d'époques irrévocablement closes, que les cendres de ces âges accomplis voltigent et tourbillonnent au milieu de nous pour corrompre la liberté, le peuple ne sera pas entamé. La simplicité de sa foi confondra l'intrigue, s'il le fallait, son bras s'appesantirait de nouveau sur les avortons de César, et le peuple, s'inclinant devant Dieu seul, dira aux nations qui le contemplant : je suis le PEUPLE-ROI.

F. DELENTE.

E. BARRAULT.

**Incidents de la journée.**

Aujourd'hui, vers trois heures, nous avons entendu battre la générale dans les quartiers voisins de l'Assemblée nationale. On parlait vaguement d'une manifestation contre l'exclusion présumée du prince Napoléon.

Nous nous sommes transportés sur la place de la Concorde ; un coup de pistolet venait de partir par mégarde entre les mains d'un de ces gardes nationaux qui n'ont point assez de leurs autres armes pour dissiper des rassemblements de curieux ; on le disait blessé à la main. Le général Clément Thomas, le sabre au poing, faisait évacuer la place ; les curieux refoulés criaient : *Vive la République, Vive Napoléon*, et surtout, *A bas Clément Thomas*.

Dans ces groupes, on disait que la chambre n'avait point le droit d'exclure un homme qui était le résultat du suffrage universel, et les cris de *vive Napoléon* qui se faisaient entendre par intervalles semblaient plutôt une protestation contre une illégalité qu'une marque de sympathie. Du reste les rangs de la garde nationale étaient peu fournis ; quand donc se lassera-t-elle tout entière du misérable emploi auquel on la condamne ?

Si nous sommes bien informés, il y a eu sur le boulevard de la Madeleine quelques charges dans lesquelles des femmes et des enfants ont été blessés.

On parle de nombreuses arrestations.

**Séance de l'Assemblée nationale.**

A l'ouverture de la séance, le citoyen Jérôme Bonaparte affirme sur l'honneur que le citoyen Louis Napoléon est à Londres et qu'il est complètement étranger au mouvement électoral qui l'a porté, pres- que malgré lui, aux honneurs de la représentation.



## LE TOCSIN DES TRAVAILLEURS.

Il repousse avec indignation les bruits calomnieux qui ont couru sur des projets de conspiration, et demande que le pouvoir exécutif, s'il croit avoir des preuves de manœuvres coupables, les fasse connaître publiquement ou se hâte de rassurer les esprits.

Le ministre de l'agriculture annonce que le gouvernement prend et prendra toutes les mesures pour assurer l'indépendance nationale; il regrette que la discussion ait été soulevée dans un moment inopportun et lorsqu'un vote de confiance est demandé par la commission exécutive.

Le ministre des finances donne ensuite des explications sur la situation financière. Il annonce que le gouvernement a conclu une opération avec la Banque de France qui lui donnera une ressource effective de 150 millions en échange de rentes déposées à la caisse d'amortissement et de bois de l'Etat. L'emprunt aura lieu à 4 0/0. Le ministre propose également l'aliénation des bois de l'Etat jusqu'à concurrence de 100 millions et de ceux de la couronne jusqu'à concurrence de 100 millions.

C'est par l'ensemble de pareilles mesures extraordinaires que le citoyen Duclerc espère obtenir une somme de 585 millions.

Le citoyen Pascal Duprat monte à la tribune comme rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de décret pour une allocation de 400,000 fr.; la commission propose à l'unanimité l'allocation du crédit sollicité. Depuis quelques jours on annonçait que les adversaires de la politique du gouvernement se proposaient d'essayer leurs forces en proposant le rejet de cette allocation. La majorité de l'Assemblée aura sans doute éventé le piège, ce débat a été sans intérêt.

Cependant M. de Lamartine a pris la parole à ce sujet, et à l'occasion de l'agitation produite par le nom de Louis Bonaparte. Il annonce que trois coups de feu ont été tirés : un sur M. Clément Thomas, l'autre sur un officier de l'armée, et le troisième sur un garde national qui aurait été blessé.

M. de Lamartine déclare en outre que, dans les circonstances actuelles, le décret de bannissement de 1832, contre la famille Bonaparte, est maintenu, en ce qui touche Louis Napoléon, jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait statué à cet égard.

### Les femmes et le pot-au-feu.

Allez donc faire le pot-au-feu, et raccommodez les chaussettes, disait un bourgeois à des femmes qui demandaient au gouvernement provisoire qu'on voulût bien s'occuper de leur sort. — C'est ce que nous voulons faire, répondit l'une d'entre elles, nous venons demander qu'on nous donne de la viande pour mettre dans la marmite, et qu'on donne des chaussettes aux hommes qui n'en ont pas.

C'est que vraiment la situation se trouve nettement dessinée dans cette demande et dans cette réponse. C'est une misérable question de pot-au-feu qui fait le fond de nos difficultés. La marmite est renversée pour tout le monde; la rétablira-t-on, ainsi que par le passé, remplie de bouillon succulent pour les uns, et d'eau claire pour les autres? Aurons-nous une marmite sociale ou de petites marmites égoïstes?...

Triste chose qu'un peuple aussi brillant, aussi poétique que le peuple français se trouve arrêté dans ses sublimes aspirations par un obstacle aussi prosaïque et qu'il ne se trouve pas au fond de son cœur un élan d'enthousiasme qui lui fasse résoudre en un embrassement fraternel la difficulté contre laquelle il se heurte!

Oui, soyons tous frères! et que désormais parmi nous, il n'y ait plus de déshérités; que désormais parmi nous, il n'y ait plus des masses d'hommes et de femmes sans vêtements, sans pain, sans asile; que désormais parmi nous, il n'y ait plus d'enfants privés d'éducation, exténués par la misère, vieillissant déjà avant d'avoir atteint leur complet développement; que désormais il n'y ait plus de vieillards abandonnés, tristes serviteurs du capital et de la propriété, et que le capital et la propriété repoussent avec dédain, lorsque leurs forces épuisées à leur service, viennent à disparaître.

Oh oui! monsieur le bourgeois, c'est le pot-au-feu qu'il faut, que nous fassions nous autres femmes; ce sont ces faibles et ces infortunés, qui ne sont plus utiles à votre fortune, qu'il faut que nous soignons, que nous consolions; votez-nous donc un budget et nous élèverons les enfants, nous soignerons les vieillards; achetez des vivres à ceux qui ont faim, des vêtements à ceux qui n'en ont pas, et nous nous mettrons vite à l'œuvre, au pot-au-feu comme vous dites

fort bien; faites votre devoir, hommes qui avez la force et la puissance; protégez les faibles et vous nous trouverez, comme toujours, prêts à remplir les nôtres.

Désirée GAY.

### Elections départementales.

GERS. — De Panat, légitimiste.  
BOUCHES-DU-RHÔNE. — I. Reybaud, A. Rey et P. Joulat.  
MAYENNE. — Thiers.  
ORNE. — Thiers.  
EURE. — Demante.  
CHARENTE-INFÉRIEURE. — Louis Bonaparte.  
SAONE-ET-LOIRE. — Dariot, Jandaux (mécanicien), et Martin Rey.  
GIRONDE. — Thiers.  
VAUCLUSE. — A. Gent.  
CÔTE-D'OR. — Perrenet.

### Revue de l'étranger.

ALLEMAGNE. — Schleswig : la bataille que nous annoncions hier comme imminente entre les Danois et les troupes allemandes confédérées a eu lieu, d'après les nouvelles de Flensburg et d'Apenrade, le 5 et le 6. Les Danois ont éprouvé un échec qui paraît assez grave.

VIENNE. — On parle beaucoup d'un mouvement réactionnaire contre l'esprit radical de la capitale. Notre camarilla voudrait imiter ici le coup d'état de Naples; mais, heureusement, nous n'avons ni mercenaires ni lazzaroni. Cependant, il faut s'attendre à tout le mal possible. A Innsbruck, malgré la dénégation officielle par le ministère, de la nouvelle de la concentration des troupes à Lundenbourg, on y croit toujours. Le comte de Bombelles a quitté le château impérial; il a été invité à s'éloigner. Il s'est, dit-on, rendu à Ischle, où se trouve aussi l'archiduc Louis.

Il y a lieu de croire que le massacre de Naples a été concerté avec notre camarilla. Une femme de chambre, nommée Cipini, a joué un rôle principal dans cette affaire. Un courrier, intercepté dans les Etats pontificaux, avait sur lui des lettres qui en ont donné la preuve. Des correspondances de Bologne et d'autres ports de l'Italie annoncent que des négociations sont entamées déjà entre le gouvernement autrichien et le roi Charles-Albert. L'Autriche retirerait ses troupes d'Italie, à la condition que l'Italie prendrait à sa charge une partie de la dette de l'Autriche. On ajoute que c'est au pape qu'a été délégué le pouvoir d'établir les conditions du pacte.

EGYPTE. — La mort prochaine de Méhémet Ali deviendra le signal de graves mésintelligence entre le sultan et son plus puissant vassal Ibrahim-Pacha. Le vice-roi est toujours dans le même état. Ibrahim-Pacha n'a pas encore quitté le Caire, s'occupant sans cesse d'introduire de nouvelles réformes dans son administration, et ayant principalement à cœur l'organisation de son armée, qui va être portée à un effectif de 70 mille hommes, y compris sa garde formée de 14 bataillons de 800 hommes chaque.

Dans la dernière levée figurent des chrétiens et des juifs. A l'avenir tous les jeunes gens sans distinction de religion seront appelés à tirer à la conscription, ainsi que cela se pratique à Constantinople.

### FAITS DIVERS.

— Le colonel Damesme, du 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, est nommé général de brigade commandant la garde nationale mobile de Paris.

— Le citoyen Guillaume Tell Poussin est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République près les États-Unis d'Amérique.

— M. Armand Marrast a été nommé à l'unanimité rapporteur de la commission de constitution.

— Par arrêté du maire de Paris, une enquête de 15 jours est ouverte de ce matin, à l'Hôtel-de-Ville, bureau des plans, sur le projet de continuation de la rue de Rivoli, depuis la place de l'Oratoire du Louvre, jusqu'à la rue Saint-Antoine, un peu en deça de l'église Saint-Paul.

Le plan émane des ponts-et-chaussées et il n'est

pas heureux. La nouvelle rue n'est point dans l'axe du magnifique palais du Louvre comme celle projetée par l'empereur; de plus, elle n'est pas droite, c'est une ligne brisée en deux endroits : 1<sup>e</sup> A la tour Saint-Jacques de la Boucherie pour incliner au sud et venir effleurer la façade nord de l'Hôtel-de-Ville; 2<sup>e</sup> Et à l'angle nord-est de l'Hôtel-de-Ville pour incliner au nord et aller trouver l'axe du haut de la rue Saint-Antoine.

La nouvelle rue de Rivoli aurait 15 mètres de largeur.

On estime que le percement de cette rue, malheureuse édition nouvelle de la rue Rambuteau, occasionnera une dépense de plus de 40 millions de francs.

— Les traitements qu'inflige le gouvernement provisoire à l'un des anciens membres de ce gouvernement, au citoyen Albert, détenu à Vincennes, sont inexplicables. C'est dans un horrible cachot qu'on l'a logé et pour lit il a une misérable paille posée sur les dalles humides du cachot.

— Le Luxembourg a été gardé cette nuit comme une citadelle assiégée. L'orangerie, la grande cour, tout le rez-de-chaussée du palais étaient convertis en bivouacs où ont couché 7 à 8,000 hommes de la troupe, de la mobile et de la sédentaire.

— Le citoyen Paul Justus vient de publier, sous le titre de *Ecoles vocationnelles*, un projet d'éducation sans contrainte, mais non pas sans direction, qui nous paraît digne d'être accueilli avec faveur. L'auteur se recommande pour avoir déjà expérimenté son système, avec succès et économie, à Paris, rue Saint-Jacques, sur des enfants de six ans jusqu'à douze ou treize ans.

— Le *Franc-Maçon*, revue mensuelle, publiée par MM. Déchevaux-Dumesnil et Jules Lavoine, vient de faire paraître son premier numéro. Il est conçu dans des vues louables d'union et de fusion entre tous les rites, de propagande sociale et fraternelle. Puisse-t-il réussir à atteindre ce but. Nous examinerons quelques-uns des articles qui paraîtront dans cette revue.

— Il paraît que le gouvernement a communiqué au comité des finances des documents authentiques démontrant que les administrations de chemins de fer qui donnaient des intérêts de 10, 0/0 étaient loin de faire des recettes qui permettent de servir de pareils dividendes. Ces renseignements seraient de nature à faire une grande sensation et à changer complètement l'opinion du comité des finances qui s'était prononcé contre le rachat.

— Il vient d'être institué, sous les auspices du ministre de l'instruction et des cultes, des lectures publiques du soir destinées à populariser la connaissance des chefs-d'œuvre de notre littérature nationale. Ces lectures auront lieu deux fois par semaine dans différents quartiers de Paris. N'est-ce point là une atteinte indirecte à l'existence des clubs? Mais les travailleurs dont on veut faire des académiciens ne s'y laisseront point prendre. Leur choix sera bientôt fait entre la littérature morte et la discussion vivante et brûlante des questions de leur organisation et de leur existence.

— Les habitants du quartier du Luxembourg se plaignent de deux griefs : le premier, c'est la fermeture de l'entrée qu'on nomme Petit-Luxembourg. Immédiatement après la Révolution, cette entrée fut ouverte; elle fut fermée quand MM. Louis Blanc et Albert vinrent au Luxembourg. La commission exécutive a maintenant ce passage fermé. A quoi bon?

Le second grief, c'est qu'à huit heures on bat une première retraite; les grilles se ferment à moitié, et on ne laisse plus entrer personne. A neuf heures moins un quart, on bat une seconde retraite, et l'on fait sortir les promeneurs. Autrefois, il n'y avait qu'une seule retraite; et elle était battue beaucoup plus tard. Pourquoi, à cette époque, où les jours sont si longs, priver le public de la jouissance du jardin à l'heure où la promenade est le plus agréable?

— Le citoyen Raspail a fait paraître de sa prison une lettre aux citoyens électeurs. Il les remercie des soixante-douze mille voix qui lui ont été accordées, et dans lesquelles il voit une absolution prononcée par le jury de la nation. Raspail adresse ensuite à ses amis, sur la nécessité de n'employer dans les luttes politiques d'autre arme que celle du vote, des conseils fort sages et partant d'une âme élevée, sereine dans l'adversité.

Le Gérant, Emile BARRAULT.



reux et désœuvrés !

Nous ne faisons pas l'apologie de l'organisation des ateliers nationaux, mais était-ce donc aux ouvriers à concevoir des plans pour l'emploi productif de leurs forces ? N'était-ce pas le devoir de l'administration ? Si l'administration a gaspillé le temps des travailleurs et l'argent de la République ; si avec une armée de plus de cent mille hommes entre les mains pendant deux mois elle n'a rien produit, pas même un épi, l'administration est convaincue d'incapacité, soit ; les ouvriers sont-ils coupables ?

Mais pour que le gouvernement provisoire évitât cette funeste incurie à l'endroit des ateliers nationaux, il lui aurait fallu l'intelligence de ce qu'il y avait de vital dans cette ébauche improvisée. Au lieu d'y découvrir un germe fécond d'avenir, il n'y vit que l'espèce de rebut des événements, que le débris du naufrage du passé. Les futurs soldats de l'industrie lui apparurent comme des ouvriers en grève dont il ne devait songer qu'à se débarrasser. Le gouvernement ne pouvait donc s'imposer la tâche d'utiliser ces cohortes de travailleurs, il ne sut que les subir comme un vaste paupérisme, et l'Assemblée nationale, aussi bien avisée, les contemple avec douleur comme une plaie, tandis que nos économistes parcimonieux les stigmatisent du nom de budgetivores. Ah ! les ouvriers des ateliers nationaux, en résistant à leur dissolution, ont plus que nos gouvernants la prescience de l'avenir.

**Lamartine et Ledru-Rollin.**

Ces deux citoyens sont les deux membres les plus influents du directoire de 1848. On dit qu'ils vivent aujourd'hui dans un merveilleux accord après s'être vingt fois brouillés et raccommodés. Bref, par raison ou par inclination, les voilà mariés, sauf à divorcer, ce qui est toujours permis dans les mariages politiques, et ce couple mène la France. Soit ; mais de grâce, qu'est-ce que ce couple dictatorial sait des questions relatives au travail ?

M. Lamartine, le cygne harmonieux de Macon, s'entend à l'économie sociale comme un musicien, et M. Ledru-Rollin, l'aigle du Mans, s'y entend comme un avocat.

Nous savons bien que ces deux citoyens s'étaient réservé deux chaires d'économie parmi celles que M. Carnot a créées au collège de France. Mais tout le monde est convaincu qu'ils s'étaient proposé d'enseigner, afin d'avoir l'occasion d'apprendre.

Honneur sans doute à leurs grands talents ! Avec eux nous avons une République dont M. Ledru-Rollin fait les paroles et dont M. Lamartine fait la musique.

Mais est-ce là un gouvernement de travailleurs ? C'est un gouvernement d'artistes.

Nous ne contestons pas leurs bonnes intentions ; cependant il ne suffit pas de savoir parler et chanter ; il faut agir.

MM. Guizot et Duchâtel ne faisaient rien, rien, rien ; que font MM. Lamartine et Ledru-Rollin ? Ils ne font pas plus, mais ils défont davantage. Seulement M. Ledru-Rollin pérorer mieux que M. Duchâtel, M. Lamartine vocalise mieux que M. Guizot. Qu'y gagnons-nous ?

Travailleurs, nous vous le répéterons jusqu'à satiété, ne mettez votre confiance qu'en vous. Le peuple et les principes, voilà ce qui fondera l'avenir de la république démocratique et sociale.

**Mémoire du citoyen Caussidière.**

Parmi les hommes nouveaux que la révolution de février a portés au pouvoir, le citoyen Caussidière a marqué sa place au premier rang. Cette distinction peut sembler peu flatteuse si l'on considère l'essaim des médiocrités qui ont pris soudainement l'essor sur les ailes de la République. Mais nous ne le jugeons pas par comparaison ; en l'appréciant intrinsèquement, nous le tenons pour un homme d'une trempe vigoureuse et fine.

Tout Paris a rendu justice à la modération et à la sagacité dont il a fait preuve dans l'exercice de fonctions nouvelles pour lui. C'était quelque chose de remarquable que cette métamorphose si bien réussie d'un conspirateur émérite en préfet de police, d'un agitateur violent et énergique en magistrat impartial, en conciliateur plein de mesure. Il y a des hommes qui ne sont turbulents que parce qu'ils ne sont pas à leur place. Dès qu'ils l'ont trouvée, l'esprit de gouvernement se révèle. Trop souvent même on les voit apostasier jusqu'aux principes dont ils étaient les champions ; le citoyen Caussidière est trop habile

pour être jamais un renégat ; c'est là le propre des esprits inférieurs et des cœurs égoïstes.

Au surplus, ce n'est pas ce qu'on semble lui reprocher. Les dépositaires du pouvoir et les membres les plus fougueux de la réaction l'ont même accusé, plus ou moins clairement, d'avoir participé, par son inaction et son silence, à l'affaire du 15 mai. Le préfet de police n'aurait pas dit tout ce qu'il aurait su, il n'aurait pas fait tout ce qu'il aurait dû. Le mémoire que le citoyen Caussidière vient de publier nous semble une justification complète.

A notre avis, la réaction bourgeoise, qui a ses représentants partout, ne s'accommodait pas de la présence du citoyen Caussidière à la préfecture de police. On l'a mis en suspicion parce qu'on devait nécessairement lui être suspect. Dès lors qu'on le craignait comme un surveillant et un obstacle, on en a fait un demi-conspirateur pour le compromettre et le forcer à la retraite. C'est une des applications du système conservateur républicain.

**La fureur des arrestations.**

Où s'arrêteront-ils ? Ne finiront-ils pas, dans leur passion pour l'arrestation, par s'arrêter eux-mêmes ?

Dernièrement, devant le passage de l'Opéra, ils ont arrêté un membre de l'Assemblée constituante, prenant la rosette de représentant pour un signe de ralliement incendiaire. Il a eu beau réclamer, plusieurs citoyens ont eu beau le reconnaître et certifier sa qualité, rien n'y a fait. Le représentant du peuple a été conduit dans le cabinet d'un juge de paix, provisoirement transformé en violon, et il n'a fallu rien moins que de hautes interventions pour le faire élargir et le protéger contre la vindicte des amis de l'ordre.

Nous mêmes nous avons couru le risque d'une arrestation. Voici à quel propos :

Nous étions en chemin de fer. Là comme partout on parlait politique ; la question des ateliers nationaux était sur le tapis, et l'on qualifiait les travailleurs en termes tels que, malgré notre horreur pour la discussion, nous ne pûmes faire autrement que de protester contre un pareil langage. Nous rappellions les droits des travailleurs, l'héroïsme et la magnanimité du peuple aux barricades, le tout avec calme, lorsque l'un des pourfendeurs auxquels nous nous adressions nous dit avec une brutale naïveté :

— Monsieur, je ne serais pas surpris qu'un homme professant de telles doctrines eût envahi l'Assemblée nationale, au 15 mai.

— Cela vous ferait plaisir, n'est-ce pas, lui répondis-je en souriant ; par malheur, je suis innocent, j'étais à la campagne.

— Taisez-vous, taisez-vous, répliqua mon homme en brandissant le poing, faute de mieux. Voilà ! ils étaient tous à la campagne ou dans le lit, comme ce Caussidière.

Moi, toujours calme, je dis quelques mots en faveur de l'ex-préfet de police.

— Taisez-vous, s'écria l'énergumène, ou je vous fais arrêter au débarcadère comme un factieux, et j'en ai les moyens, ajouta-t-il en se rengorgeant.

Ce qui nous fit supposer que nous avions tout au moins affaire à un gros bonnet de la garde nationale.

Revenez donc à vous, bourgeois effarés ; reprenez vos sens, et prenez garde que l'ordre ne vous reproche un jour de l'avoir aimé comme l'ours de la fable aimait son maître. — « Mieux vaudrait un sage ennemi. »

**Le rappel.**

M. Clément Thomas, généralissime des gardes nationales de Paris et de la banlieue, a publié un ordre du jour pour expliquer de quelle façon désormais les tambours s'y prendront pour appeler, sur la place publique, les diverses fractions de la garde nationale. Suivant les diverses variantes qu'il a imaginées, ce sera telle compagnie, tel bataillon, ou tous les bataillons, ou telle légion qui seront appelés. Quand il s'agira de toute la garde nationale, on battra la générale.

On n'est pas plus ingénieux. Mais M. Clément Thomas n'ignore pas qu'un ordre du jour est insuffisant, y en eut-il deux par jour, pour modifier les habitudes d'une population. Or, pour semer l'alarme, il suffit d'un tapotement quelconque sur le tambour. Aussitôt gens de courir de boutique en boutique, de loge en loge, de raconter comme quoi on se bat dans un tel faubourg, comme quoi cent mille hommes en blouse sont réunis à la bastille ou dans le Champ-de-Mars, et autres sottises de ce genre. Les magasins se fer-

ment, les peureux se cachent, les femmes (et les vieillards s'inquiètent, tout Paris s'émeut ; la banlieue frissonne, et le chemin de fer va porter dans la province la nouvelle d'un massacre dans la capitale.

Ce qu'il faudrait, c'est que les chefs de la garde nationale qui régissent les baguettes de tambours apportassent dans cette direction plus de réserve. C'est que dans les régions du pouvoir on ne prit pas des moulins à vent pour des insurgés et qu'on fut plus sobre de cette musique bruyante qui effraie les uns et provoque les autres.

On sait la fable du berger qui, pour se divertir, cria au loup. Tout le monde accourut. C'était une plaisanterie. Le lendemain, le loup vient en effet ; le berger appelle au secours, mais personne ne vient.

Nous engageons MM. les chefs de la garde nationale à méditer sur cet apologue.

**Révision de la loi des prud'hommes.**

D'après le projet de loi présenté par le citoyen Flocon et adopté par l'Assemblée constituante, les ouvriers et les maîtres doivent figurer en nombre égal dans ces tribunaux de paix de l'industrie.

C'est fort bien. Or, dans l'Assemblée constituante qui a mission de statuer souverainement sur les graves questions de l'industrie, quel est le rapport des ouvriers aux maîtres ?

Il y a plus d'abbés que d'ouvriers.

**L'orgueil de la barbe.**

En révolution, le plus fatal des oublis est l'oubli dont nous frappons les femmes, et ce sourd dédain, conséquence de notre vieille servitude, complice toujours l'abrutissement qui nous tient dans les fers.

Émanciper les femmes, c'est préparer l'enfance à l'éducation des principes de fraternité que les cœurs jeunes et brûlants d'indépendance peuvent seuls contenir. Sauver les enfants, c'est délivrer la terre ; et comme les femmes, avant tout, sont leurs premiers et leurs seuls guides, quand leur esprit en progrès, en jouant avec leurs nourrissons, ensemece en eux ce qu'elles ont de sacré, appelons les à l'audition de tous nos débats, afin que le tact admirable de leur compréhension, dégagé des ténèbres de notre tutelle, montre d'abord à nos enfants le chemin de Dieu qui conduit à la lumière où le bonheur de tous sera l'ouvrage de chacun.

La femme considérée comme sœur, épouse ou mère, soutient l'homme à son insu, dirige ses passions et commande à sa vie. Si l'homme a pour lui le mouvement de la bataille, la femme a dans les frémissants de son exaltation l'affranchissement occulte, intérieur, infini qui pousse les défenseurs de la race humaine à la rébellion universelle devant un jour nous entraîner à quelque combat dont la victoire proclamera alors une paix invincible, intelligente, au profit de tous les enfants du monde.

Mais, nous autres travailleurs, nous n'avons pas le sens social assez sagace encore pour chercher à intéresser les femmes aux spectacles de nos élans révolutionnaires. Égoïstes dans notre matérialité, nous leur imposons les soins domestiques sans jamais les admettre au grand œuvre de notre organisation. Pourtant, quand nous sommes compromis, se sont elles alors, qui plus complètes que nous, et tout en se dévouant à leurs charges d'intérieur, nous consolent l'âme et persévèrent à défendre nos opinions devant nos ennemis ; et malgré le danger, elles traversent l'émeute et bravent la fusillade pour nous jeter à l'oreille un de ces mots qui perdent les tyrans.

Ne désespérons pas et labourons le présent pour mieux récolter dans l'avenir. Ouvriers, surtout, dégarrottez les femmes, ne craignez pas de les réunir aux conseils de vos assemblées sociales et politiques ; initiez-les, enflammez-les, et l'étincelle que vous aurez mise en elles bientôt s'élancera en volcan suprême et sauveur. La femme et l'homme doivent parcourir ensemble les mêmes activités de vie puisque les mêmes fins les attendent. Il serait grand de voir ce couple de lions humains quitter des habitudes d'isolement, de but précaire et de personnalité pour se plonger dans la masse des douleurs générales ; et de leurs pensées confondues, et de leur souffle ardent faire peur aux liberticides qui de loin les entendraient passer dans les misères de l'existence quelquefois en espérant, souvent en rugissant,

G. GAUNY.

Le Gérant, Emile BARRAULT.



Publications de la Société d'éducation mutuelle des femmes.

# L'OPINION DES FEMMES

• La pierre que ceux qui bâtissaient avaient rejetée, a été placée à la tête de l'angle. • (Ps. cxvii, v. 22.)

BUREAU

4, rue de Miroménil. (Affranchir.)

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ POUR TOUS ET POUR TOUTES.

## SOMMAIRE.

Qu'est-ce que l'opinion des femmes? — Le socialisme. — Projet d'association entre les amis de l'ordre. — Les Malthusiennes. — La Constitution. — Guerre aux socialistes! — De la vérité. — Société d'éducation. — Cours de M. Hennequin. — Faits divers.

PARIS, 20 AOUT.

## Qu'est-ce que l'opinion des femmes?

C'est le jugement qu'une moitié de l'humanité a le droit de porter sur les lois qui lui sont imposées par l'autre moitié.

L'opinion des femmes a été jusqu'à présent comptée pour bien peu, si même elle a été comptée pour quelque chose; on se persuade qu'elles ne peuvent avoir une opinion raisonnée dans toutes les questions religieuses, politiques et sociales. Quelques-uns vont même jusqu'à affirmer qu'elles n'en doivent pas avoir.

Ce préjugé naît sans doute de l'éducation frivole et superficielle qu'elles reçoivent généralement. Mais si le développement de leurs plus nobles facultés est comprimé, si elles sont privées de la facilité d'acquiescer par des études sérieuses les connaissances nécessaires pour mûrir leur jugement, au moins elles possèdent la logique du cœur qui est presque toujours la meilleure.

Beaucoup d'entre elles, il est vrai, ne discuteraient pas sur le libre arbitre et sur la grâce, sur la matière et sur l'esprit; elles n'oseraient peut-être essayer de définir la substance divine, mais elles sentent instinctivement que Dieu est tout amour; elles ne discutent pas, mais elles pratiquent la charité et le dévouement jusqu'à l'abnégation, en cela elles manifestent leur opinion par des actes qui sont d'un haut enseignement pour les docteurs eux-mêmes, et si leur charité n'est pas toujours de la fraternité, si leur sentiment religieux n'est pas toujours éclairé, ce n'est pas elles qu'il faut en accuser.

En politique, l'opinion des femmes quelles que soient leurs tendances républicaines ou aristocratiques, peut encore se résumer en une pensée d'amour et de paix; soit que le sentiment des misères du peuple leur fasse comprendre que la république peut seule amener le règne de la justice pour tous, soit que l'effroi que leur inspirent la fermentation des passions politiques et les discordes civiles les portent à désirer des institutions, qui leur semblent offrir plus de garanties pour l'ordre, elles s'accordent toutes à vouloir que la politique de la paix et du travail vienne remplacer cette politique égoïste et cruelle, qui excite les hommes à s'entre-détruire!... Où les hommes ne voient que la lutte et n'éprouvent que la haine, les femmes voient les souffrances que produit la lutte et ressentent la pitié.

Elles comprennent toutes que la politique de l'avenir doit être désormais basée sur ce grand principe de fraternité que l'on a proclamé bien haut, et qui cependant, ne sera jamais mis en pratique tant que les femmes n'auront pas le rang qui leur appartient dans la société.

Dans toutes les théories sociales, ce que les femmes ont le mieux compris, c'est le principe de l'association.

Elles travaillent à former des réunions et à s'associer pour conjurer les orages, qui menacent tous ceux qui leur sont chers, et bientôt elles n'auront qu'une même opinion parce qu'elles ont un même intérêt.

C'est d'établir sur la terre le règne de la paix et de l'harmonie. La diversité des intérêts fait seule naître la diversité des opinions; ramener tous les hommes vers un même but, l'intérêt général, c'est le seul moyen de concilier tous les intérêts en lutte et de faire naître dans les cœurs des sentiments de bienveillance mutuelle; l'on atteindra ce but lorsque l'opinion des femmes aura l'influence qui lui est due et viendra comme un rayon de lumière et d'amour vivifier l'intelligence de l'homme.

## Le socialisme.

C'est le Protée moderne. — C'est l'hydre aux têtes innombrables. — Vous courez sus aux communistes! — Le socialisme se relève derrière vous sous une autre forme. — Le socialisme, c'est le creuset où viennent tomber fatalement un à un tous ceux que la misère atteint! — Le socialisme, c'était il y a quelques années la réunion de plusieurs systèmes, c'est aujourd'hui une armée militante, pacifique dans son esprit, mais marchant avec la force aveugle des légions providentielles, qui de tout temps ont entraînés les peuples vers leurs destinées nouvelles!

Désirée GAY.

## Projet d'association entre tous les propriétaires et tous ceux qui sont intéressés au maintien de l'ordre.

Il existe une classe nombreuse de mécontents qui se liguent entre eux, forment des sociétés secrètes et s'occupent sans cesse à chercher les moyens de renverser tous les gouvernements établis; ils attaquent de tous côtés l'édifice social qu'ils s'efforcent de démolir; ils en sapent tous les fondements, soit ouvertement soit d'une manière occulte. La misère et la faim leur donnent de nombreux prosélytes, et, de temps en temps, ils courent aux armes, s'élançant sur la place publique et répandent autour d'eux la terreur et la mort, le désordre et l'effroi. Le paisible bourgeois quitte à regret sa famille éplorée, prend son fusil et descend dans la rue pour défendre l'ordre et la propriété.

Ces luttes sanglantes se renouvellent souvent et laissent après elles, dans tous les cœurs, des haines menaçantes qui préparent de nouvelles discordes civiles; pendant et longtemps après ces crises funestes, les relations commerciales suspendues, le crédit ébranlé ne se ranime que lentement; la misère publique inspire des craintes sans cesse renaissantes; la société ressemble à un malade qui est fréquemment agité de violentes accès d'une fièvre convulsive. Chacun jette un regard empreint de tristesse et d'inquiétude sur ses enfants, incertain de l'avenir qui les attend, et nul ne jouit avec sécurité de ce qu'il possède. Il est temps enfin que tous ceux qui sont intéressés au maintien de l'ordre s'unissent entre eux pour aviser au moyen de contenir les mécontents, de contremener leurs plans d'attaque et de les empêcher de se recruter dans la partie la moins aisée de la population: on prétend qu'ils veulent détruire la famille et la propriété; on dit même qu'ils nient Dieu. Il faut, pour les combattre avec succès, resserrer les liens de la famille, aider tous les travailleurs à se procurer la possession de ce qui peut les rendre heureux, et veiller avec tant de sollicitude sur le sort de tous les êtres souffrants, que nul ne puisse douter de la Providence.

Mais la famille est une fiction pour le travailleur qui est séparé de sa femme et de ses enfants toute la journée, pour la pauvre mère qui est obligée, afin d'aider son mari à élever ses enfants, de les mettre en nourrice, puis dans les salles d'asile, à l'école ou en apprentissage, heureux encore quand les membres disséminés de la famille de l'ouvrier se réunissent le soir,

pour prendre en commun un chétif repas; accablés de fatigue, ils n'aspirent qu'au repos, et souvent ne se parlent que pour se plaindre de leurs misères. S'ils ont un père ou une mère âgés ou infirmes, ils sont le plus souvent contraints, par la nécessité, de s'en séparer et de les placer dans les hospices.

Pour les prolétaires, la famille n'est pas une source de joies, mais de souffrances, de privations et d'inquiétudes.

Ils ne peuvent être intéressés au maintien de la propriété, car le plus grand nombre ne possède pas même les objets de première nécessité.

On dit avec raison que les cordonniers ne sont pas les mieux chaussés, et, en effet, tous les travailleurs des deux sexes, qui confectionnent les vêtements et les meubles, en manquent eux-mêmes. La fréquente suspension des travaux et la modicité des salaires ne leur permettent pas de se les procurer, et cela est d'autant plus regrettable que le vêtement et l'ameublement exercent une puissante influence sur les habitudes et les relations de tous les membres de la société, quel que soit le rang où ils sont placés.

La possession de ce qui fait le confortable de la vie adoucirait les mœurs des prolétaires et les placeraient dans les rangs des défenseurs de l'ordre et de la propriété.

Enfin si les producteurs deviennent eux-mêmes consommateurs, la consommation augmenterait dans une immense proportion, et le grand problème de l'organisation du travail serait bien près d'être résolu. Il suffirait peut-être, pour arriver à ce résultat, de créer le crédit pour les travailleurs. Il faudrait que tous les propriétaires, tous les chefs de famille se réunissent dans une salle de la mairie de leur arrondissement, et forment une association qui aurait pour but d'organiser des associations d'ouvriers et d'ouvrières selon chaque profession.

Ces associations, patronnées par tous les propriétaires de l'arrondissement, achèteraient tous les instruments de travail et toutes les matières premières nécessaires à leur profession, sous la garantie des propriétaires, associés au moyen de billets qui auraient un cours légal comme les billets de commerce, et qui seraient acquittés sur le produit de la vente des objets confectionnés.

Tous les travailleurs auraient également la faculté d'acheter soit à leur association, soit aux autres associations, tous les objets qui leur seraient nécessaires; des restaurants exploités et dirigés par les diverses associations leur procureraient soit dans l'établissement, soit à domicile, une nourriture saine, abondante et variée, et ces dépenses seraient faites par les travailleurs au moyen de billets garantis par leur association.

Les propriétaires et les commerçants associés pourraient ainsi venir en aide aux travailleurs, sans faire la moindre avance de fonds, et même avec la presque certitude de voir s'augmenter le produit de leurs propriétés, puisqu'ils n'auraient plus à redouter les pertes auxquelles les expose la misère et l'isolement des travailleurs.

Ce lien puissant de solidarité qui unirait toutes les classes de la société, rétablirait immédiatement la confiance et donnerait un nouvel essor à l'industrie et au commerce.

Tous les travailleurs seraient intéressés à la conservation de la société, et l'on ne pourrait plus, sous aucun prétexte, les exciter à l'insurrection.

## Les Malthusiennes.

Comme femmes et comme chrétiennes, nous nous associons de tout notre cœur aux opinions émises par M. Proudhon, contre le système de Malthus; nous n'avons pas vu sans peine il y a plusieurs années, miss Martineau et plusieurs femmes intelligentes de l'Angleterre, se déclarer partisans d'une doctrine, que les esprits simples et honnêtes repoussent comme immorale et anti-religieuse.

D. GAY.



## Hubertine Auclert, Rapport lu par au Congrès ouvrier socialiste de Marseille (séance du 22 octobre 1879)

Extrait de *Séances du Congrès ouvrier socialiste de France. Troisième session tenue à Marseille, du 20 au 31 octobre 1879 à la salle des Folies-Bergères*, Doucet, 1879, p. 148-158 (texte intégral disponible sur Gallica)

Citoyens, Citoyennes

Je viens représenter à ce Congrès deux sociétés de Paris : Le droit des femmes, groupe auquel j'appartiens, et qui revendique les droits sociaux et politiques des femmes ; les Travailleuses, association de vente et de production.

Je viens, toute pénétrée d'estime pour cette grande assemblée, le premier des corps librement élus en France depuis tant de siècles, qui permette à une femme, non parce qu'elle est ouvrière, mais parce qu'elle est femme – c'est-à-dire exploitée – esclave déléguée de dix-neuf millions d'esclaves, de faire entendre les réclamations de la moitié des déshérités du genre humain. Écouter nos plaintes, c'est commencer à vouloir être justes. Admettre les femmes au milieu de vous, au même titre que les prolétaires, c'est faire avec elles un pacte d'alliance défensive et offensive contre nos communs oppresseurs.

Je ne ferai ni l'historique, ni le procès de notre subordination dans les temps anciens. Comme vous, nous avons été victimes des abus de la force. Dans notre société moderne, comme vous, nous subissons encore la force tyrannique de ceux qui détiennent le pouvoir, à laquelle s'ajoute pour nous la force tyrannique de ceux qui détiennent les droits.

Et tout cela s'abrite sous les couverts de la République ! République dont le nom désigne une époque où tout ce qui était exclusivement l'apanage des détenteurs de la force et des usurpateurs de la richesse, doit cesser de leur appartenir pour être à tous.

Ah ! nous vivons sous une façon de République qui prouve que les mots les plus sublimes, deviennent de vains titres qui s'étalent aux regards, quand dans les sociétés les principes qu'ils représentent, ne sont pas intégralement appliqués. Une République qui maintiendra les femmes dans une condition d'infériorité, ne pourra pas faire les hommes égaux. Avant que vous, hommes, vous conquériez le droit de vous élever jusqu'à vos maîtres, il vous est imposé le devoir d'élever vos esclaves, les femmes, jusqu'à vous.

Beaucoup n'ont jamais réfléchi à cela. Aussi bien, si dans cette imposante assemblée, je posais cette question : Êtes-vous partisans de l'égalité humaine ? tous me répondraient : Oui. Car ils entendent en grande majorité, par égalité humaine, l'égalité des hommes entre eux. Mais si je changeais de thème, si, pressant les deux termes □ homme et femme □ sous lesquels l'humanité se manifeste, je vous disais : Êtes-vous partisans de l'égalité de l'homme et de la femme ? Beaucoup me répondraient : Non. Alors que parlez-vous d'égalité, vous qui étant vous-mêmes sous le joug, voulez garder des êtres au-dessous de vous. Que vous plaignez-vous des classes dirigeantes, puisque vous faites, vous dirigés, la même œuvre à l'égard des femmes que les classes dirigeantes ?

Je vous remercie d'avoir accepté et mis à votre ordre du jour cette question : de l'égalité complète de la femme et de l'homme. C'est en provoquer la discussion dans toute la France, et en préparer l'expérimentation, que, jusqu'ici, on s'est contenté de nier sans vouloir approfondir la chose. On trouve moyen de faire des recherches scientifiques pour tout. Chaque jour, on découvre aux animaux et aux végétaux des qualités nouvelles. On multiplie les expériences tendant à tirer des bêtes tout l'utile, des plantes tout le salutaire. Mais jamais encore on n'a songé à mettre la femme dans une situation identique à celle de l'homme, de façon à ce qu'elle puisse se mesurer avec lui et prouver l'équivalence de ses facultés. On dépense en France des sommes folles, pour obtenir certaines qualités, souvent factices, chez des races d'animaux, et jamais on n'a essayé d'expérimenter avec impartialité la sueur de la femme et de l'homme. Jamais on n'a essayé de prendre un nombre déterminé d'enfants des deux sexes, de les soumettre à la même méthode d'éducation, aux mêmes conditions d'existence. « Qu'on renverse les conditions, dit un auteur, qu'on mette les garçons de 12 à 16 ans à la cuisine, à la couture et qu'on laisse les jeunes filles dans les écoles industrielles ; qu'on les fasse entrer en possession de tous les droits qui ont été jusqu'ici le lot exclusif des hommes ; qu'on enserme les jeunes gens dans l'étiquette et les préjugés à l'aide desquels on a garotté les femmes ; bientôt les rapports entre la valeur des deux sexes seront totalement renversés. »

Vous ne voulez pas faire cette expérience, savez-vous bien que vous nous permettez de croire, à nous femmes, que vous avez moins le doute que la crainte de notre égalité ? En continuant à nous laisser dans une vie atrophiante, vous imitez, vous hommes civilisés, les barbares possesseurs d'esclaves qui exploitent avec grand profit la prétendue infériorité de leurs semblables.



Les partisans de la liberté humaine qui veulent<sup>1</sup> l'égalité des deux sexes, se divisent en deux camps. Les uns nient cette égalité en s'appuyant sur ces préjugés : à savoir que la force musculaire fait la supériorité de l'être et que la grande dimension du cerveau est la condition *sine qua non* de toute valeur intellectuelle.

Un des plus grands savants contemporains, le docteur Louis Buchner, réfutera ces fausses allégations. Entendez-le : « Le volume ou le développement matériel d'un organe, dit Buchner, ne saurait dire à lui tout seul la valeur de cet organe. »

Je cite un exemple : « Qui voudrait affirmer qu'un grand nez soit constamment la marque d'un odorat plus fin que celui des petits nez ? Un cerveau plus petit mais d'une constitution plus parfaite, accomplira mieux sa fonction qu'un autre plus gros, mais moins délicat. Combien dont la tête était petite, n'ont-ils pas laissé loin derrière eux les gens à grosse tête ?

« La prétendue infériorité de la femme, quant au volume cérébral, est une notion tout à fait erronée. Ce n'est pas dans ses dimensions absolues, mais dans ses dimensions relatives qu'il faut chercher la valeur réelle du cerveau ; c'est-à-dire dans sa masse comparée à la masse totale du corps, et la qualité de la matière cérébrale. S'il n'en était ainsi, l'homme occuperait alors dans l'échelle des êtres un rang bien inférieur à celui de l'éléphant ou de la baleine, qui ont un cerveau bien plus volumineux que le sien.

« Si l'on observe que le développement matériel du corps de la femme reste en général de beaucoup au-dessous de celui de l'homme, on trouvera (d'après plusieurs savants) que la grosseur relative du cerveau de la femme, loin d'être inférieure à celle qu'offre l'homme, lui serait plutôt sensiblement supérieure. »

Je n'ajouterai rien à la thèse de ce savant ; ceux qui nient l'égalité de l'homme et de la femme, sont 99 fois sur 100 des esprits paresseux et superficiels qui aiment mieux prôner de fausses théories, empruntées à des écoles autoritaires, que de penser à se faire par eux-mêmes un jugement. Qu'ils réfléchissent, car les idées toutes faites qu'ils préconisent, sont exactement pareilles à celles dont les dirigeants se servent pour les maintenir sous leur domination.

Où les femmes sont les égales des ouvriers et des bourgeois, ou les bourgeois, comme ils affirment, sont des supérieurs des ouvriers et des femmes.

Sachez-le, citoyens, ce n'est que sur l'égalité de tous les êtres que vous pouvez vous appuyer pour être fondés à réclamer votre avènement à la liberté. Si vous n'asseyez pas vos revendications sur la justice et le droit naturel, si vous, prolétaires, vous voulez aussi conserver des privilèges, les privilèges de sexe, je vous le demande, quelle autorité avez-vous pour protester contre les privilèges des classes ? Que pouvez-vous reprocher aux gouvernants qui vous dominent, vous exploitent, si vous êtes partisans de laisser subsister dans l'espèce humaine des catégories de supérieurs et d'inférieurs ?

Craignez d'être accusés par vos maîtres de leur disputer des prérogatives dont vous êtes jaloux ! Proclamez l'égalité entre les êtres que le hasard de la naissance fait homme ou femme ; ou si vous l'osez, niez-la, cette égalité, et, en bons logiciens, reconnaissez votre infériorité native, le droit pour les classes dirigeantes de penser, d'agir, de jouir à votre place.

Finissez-en avec ces questions d'orgueil et d'égoïsme. Le droit de la femme ne vous ôte pas votre droit. Mettez donc franchement le droit naturel à la place de l'autorité : car si, en vertu de l'autorité, l'homme opprime la femme, par le fait de cette même autorité, l'homme opprime l'homme.

J'ai parlé pour le plus grand nombre. Je m'adresse maintenant à ceux qui se déclarent partisans de l'égalité de l'homme et de la femme, mais dont le mot d'ordre est : Chut !... Ne perdons pas notre temps à nous occuper de ce détail. Un détail ! l'exploitation d'une moitié de l'humanité par l'autre moitié ! Dans la société future, continuent ces prétendus socialistes, les femmes auront leurs droits. Ils imitent en cela les prêtres qui promettent aux déshérités de la terre, des jouissances au ciel. Ni les déshérités de la fortune, ni les déshérités du droit, ni les pauvres, ni les femmes ne pourront se contenter toujours de saintes promesses.

Il y a trop longtemps qu'on fait espérer aux femmes une condition sociale égale à celle de l'homme. Quand en 1789 Olympe de Gouges présenta aux États- Généraux au nom des femmes, son cahier de doléances et de réclamations, il lui fut répondu qu'il était inutile d'examiner la condition de la femme, attendu qu'un changement complet devant se faire dans la société, les femmes seraient affranchies comme l'homme.

La Révolution éclate : On proclame les droits de l'homme ; les femmes restent servies. Ces femmes qui avaient travaillé à la Révolution, croyaient naïvement avoir conquis leur part de liberté. Quand elles se virent tenues à l'écart de tout, elles réclamèrent. Alors elles furent ridiculisées, bafouées, insultées ; et plus tard, quand elles allèrent réclamer leurs droits auprès du Conseil de la commune, chassées ignominieusement par Chaumette. Ces femmes indignées protestèrent ; elles eurent un club où elles s'occupaient, en même temps que de leurs droits particuliers, des intérêts communs à tous.

---

<sup>1</sup> N.B. erreur probable de transcription : lire « nient » au lieu de « veulent ».



La Convention, la grande Convention, ferma leur club et défendit aux femmes de s'assembler pour s'occuper des affaires publiques.

Et même temps que ces révolutionnaires autocrates décrétaient l'inégalité de la femme, ils faisaient entendre jusqu'au bout du monde les mots sonores d'égalité et de liberté.

Un autre exemple peu fait pour inviter les femmes à la confiance :

Le sort de l'homme change, on sent le besoin de soumettre la France à une législation nouvelle ; on promulgue le Code : Ouvrons-le : nous y lirons ceci : Tout français jouira de ses droits civiques (1848). Tout français pourra être appelé à telle fonction, remplir telle dignité. En lisant — tout français — on croirait qu'il est question de toute la nation. Point du tout : cela ne comprend qu'une partie de la nation : Les hommes. Mais poursuivons nos investigations : il y a d'autres chapitres dans le Code, parcourons-le ; nous y verrons des qualificatifs comme ceux-ci : Tout contribuable, tout inculpé, tout failli, tout criminel, etc. Là, sans doute aussi, il s'agit seulement des hommes ? Allons donc ! Les hommes ne sont pas assez égoïstes pour ne s'occuper que d'eux-mêmes ; en conscience et comme pour rétablir l'équilibre entre les chapitres ayant trait à la compression et ceux qui précèdent ayant trait au droit, ils ont même fait la part plus large à la femme qu'à eux quand il s'agissait de sévir ; moins de droit à la femme, plus de rigueur contre elle. O logique !

Ces exemples sont assez éloquents pour prémunir les femmes contre ceux qui, voulant changer l'organisation sociale actuelle, combattent notre plan de revendication, en disant que dans la Société future nous serons leurs égales. Les femmes ont à se méfier de ceux qui prônent l'égalité de l'avenir et qui, dans le présent, s'opposent à ce qu'elles apportent leur intelligence, leurs idées, leurs goûts dans l'arrangement de cette Société future.

Femmes de France, je vous le dis du haut de cette tribune : Ceux qui nient notre égalité dans le présent, la nieront dans l'avenir. Comptons donc sur nous-mêmes pour nous affranchir, n'abandonnons pas nos revendications. Nous sommes depuis des siècles trop victimes de la mauvaise foi, pour nous oublier nous-mêmes, et croire qu'en travaillant pour le bien général, nous aurons notre part du bien général. (Applaudissements)

Ah ! si au point de départ, les femmes pouvaient passer avec les hommes un contrat qui garantit l'égalité de leurs droits devant les conquêtes faites en commun, je dirais : Oublions notre sort particulier d'esclave. Confondons nos revendications avec celles des hommes ! Hélas ! sans garantie, j'ai bien peur que l'égalité humaine, prêchée par toutes les écoles socialistes, ne soit encore que l'égalité des hommes entre eux, et que les femmes soient dupées par les hommes du prolétariat comme les prolétaires l'ont été par les bourgeois.

Les différents chefs de groupes socialistes sont loin de reconnaître unanimement notre égalité. Nous ne pouvons compter sur les autoritaires, qui, pour nous détourner de ce que nous regardons comme source et principe de tout droit, le vote, disent : « A quoi bon nous disputer les droits civiques, il n'y en aura pas besoin dans la Société future ». Dans la Société future plus encore que dans celle-ci, il faudra qu'une idée obtienne l'acquiescement de la majorité pour triompher. D'ailleurs, nous n'en sommes pas encore à cette société future, et pour l'édifier de manière à ce que les femmes n'y soient pas lésées, il leur faut le droit de travailler à l'édifier ; il leur faut l'outil qui se trouve dans la main de l'homme : le bulletin de vote.

Je pense que dans ces grandes assises du travail, personne ne prétend que, par une subtilité magique, un tour de force, le vieux monde disparaisse subitement, et qu'à sa place se montre un paysage nouveau, où tout sera parfait. La société nouvelle suivant la marche ascensionnelle du progrès, s'édifiera lentement, péniblement ; et si les femmes s'abstiennent de prendre part aux nouveaux arrangements, les hommes ne lui offriront certes pas la meilleure place. Il faut que la femme puisse poser avec l'homme les bases de la société de l'avenir ; car malheur aux femmes si, n'ayant pas disputé pied à pied leur égalité, elles arrivent esclaves dans un état social meilleur. Les vainqueurs leur donneront bien quelque don de joyeux avènement, mais au fond, elles resteront les déshéritées, les inférieures. Je dis : Malheur à nous, malheur aux femmes, car, plus l'organisation sociale future sera satisfaisante, plus elle aura qualité pour prolonger leur servitude.

A ceux qui disent qu'il est inutile de faire une question des femmes, que dans l'avenir tous les êtres seront égaux, je réponds : Il y a une situation toute particulière faite aux femmes ; parce que les femmes ne peuvent se contenter de vaines promesses trop souvent démenties par les postulants de pouvoir, qui, aux heures de franchise, s'oublient jusqu'à dire : Quand nous serons arrivés, nous verrons la place qu'on pourra donner à la femme, sans nuire à l'espèce ni gêner l'homme.

Nous, femmes, nous ne nous occuperons pas d'aider le despotisme à changer de mains, ce que nous voulons, ce n'est pas déplacer, c'est tuer le privilège. Je suis loin de vouloir mettre en doute la bonne foi des collectivistes qui disent ne faire aucune distinction entre la femme et l'homme ; mais d'autres pourraient venir qui altéreraient leur doctrine, en ce qui touche l'égalité des sexes.



Voilà pourquoi je les prie de comprendre avec nous la nécessité d'une question des femmes, et nous aider à la soutenir.

Notre affirmation de l'égalité sociale et politique de la femme et de l'homme est, en même temps que l'expression de notre conviction, une protestation contre ceux qui, au mépris de la liberté humaine, osent encore, au XIX<sup>e</sup> siècle, tenter d'assigner un rôle à la moitié du genre humain.

Que diriez-vous, hommes, si l'on vous enfermait dans le cercle étroit d'un rôle ? Si l'on vous disait : Toi, parce que tu es forgeron ton rôle est de forger du fer, tu n'auras pas de droits. Toi, parce que tu es médecin, ton rôle est de soigner les malades ; tu n'auras pas de droits. La femme est comme l'homme, un être libre et autonome. A elle, comme à lui, la liberté de choisir la voie qui lui convient. (Applaudissements)

Ces attentats à la liberté de la femme en font en même temps que la serve, la mineure perpétuelle, la mendicante qui vit aux dépens de l'homme. Notre dignité nous fait protester contre cette situation humiliante. Nous ne regardons pas le mariage comme une ressource alimentaire à la femme. Nous voulons que, même la mère de tout jeunes enfants, puisse prétendre à l'indépendance économique, par cette raison qu'être nourrice est une profession rétribuée — et que si, la mère morte, l'homme restant chargé d'un petit enfant, il lui faudrait payer une femme qui l'élevât. Partageons en deux la somme allouée à cette femme ; à la mère vivante, à la nourrice naturelle de l'enfant revient la moitié de cette somme.

Tout travail devant être rétribué, quand la femme prend soin du ménage et des vêtements, elle a le droit de toucher la moitié du prix auquel est évalué ce travail.

L'homme ne recevrait pas, sans payer, de services d'une étrangère : il n'est que juste qu'il indemnise pour sa part la compagne de son labeur.

Peut-être trouverez-vous étrange que je fasse ces divisions entre mari et femme. C'est qu'avant tout, j'ai souci de la dignité humaine. C'est que je crois qu'un homme estimera sa femme, qu'une femme cessera de se sentir l'obligée de son mari, quand, au point de vue économique, tous deux seront réciproquement indépendants. C'est qu'enfin, au rebours de ce qui est socialement admis, je fais passer avant l'indépendance économique de l'homme, l'indépendance économique de la femme, parce que c'est à la femme qu'incombe naturellement la charge de l'enfant.

Le mari peut oublier quelquefois ses devoirs de père ; il peut abandonner sa femme et ses enfants. L'amant se dérobe presque toujours aux charges de la paternité. — La mère attachée à son enfant meurt parfois d'inanition en lui donnant sa dernière goutte de lait, sa dernière bouchée de pain.

Et quand la femme sur laquelle pèse une pareille responsabilité — la vie matérielle de l'enfant ; quand la femme est admise dans une industrie quelconque, l'homme proteste, l'homme se récrie : Femme, tu vas prendre notre place. — L'enfant et moi nous mourrions de faim, dit la femme. — C'est à l'homme de te nourrir toi et tes enfants. Je ne veux pas pousser plus loin le dialogue entre ces deux rivaux, la femme et l'homme, dans la lutte pour l'existence.

Je l'ai dit : je n'admets pas que l'homme doive seul pourvoir aux besoins de la famille. Toute femme qui, pouvant travailler, trouve plus commode de se faire loger et nourrir par son mari, n'est, selon moi, qu'une femme entretenue. Mais je vous demande à vous qui admettez cette hypothèse — la femme entretenue par son mari — qui nourrira la femme avant qu'elle ne soit pourvue d'un mari ? Qui nourrira la femme quand elle restera célibataire ? Qui nourrira la veuve et ses enfants ? Ah ! je vous entends ! Dans la Société future, les enfants seront à la charge de la Commune ou de l'État ; mais en attendant cette Société mieux organisée, toutes ces catégories de femmes et d'enfants ont faim et l'estomac ne vit pas d'espérances.

Citoyens, je le constate avec tristesse, vous qui vous dites les forts, vous vous faites un jeu de l'existence de celles que vous appelez les faibles. Que vous soyez riches ou pauvres, vous exploitez les femmes. Et quand à bout de misère, vous les voyez malades, chancelantes, c'est le travail qui les tue, dites-vous. — Ce n'est pas le travail, c'est la pauvreté qui tue les femmes ; ce sont les privations de toutes sortes qu'elles s'imposent pour payer vos vices ou vos plaisirs, qui donnent à vos enfants cette figure hâve. C'est des privations inhérentes à la pauvreté de la femme que découlent pour les générations le rachitisme du corps et le vide du cerveau. Il faut — et cela sous peine de voir périr votre race — il faut changer la situation économique de la femme ; il faut qu'en tout temps la mère ait une nourriture vivifiante. Arrière donc ce préjugé qui conduit à l'étiollement de la génération et qui consiste à dire : La femme sera nourrie par l'homme, elle vit de peu, elle doit être moins payée que lui.

La femme vit de peu, parce qu'elle se dévoue au point de se priver. Mais prenons garde, la femme qui ne mange pas à sa faim, la femme qui se débilité, qui se sacrifie, perd avec sa santé, la santé de la génération.

Ainsi, économiquement, civilement, politiquement, nous n'existons pas ; et c'est nous qui donnons la vie, et c'est nous seules qui permettons à la civilisation de s'implanter. Nous protestons contre la situation de mortes civiles, de dégradées d'origine qui nous est faite.



Nous proclamons comme vous, citoyens, le principe de l'égalité humaine, nous entendons par là, non seulement l'égalité de tous les hommes entr'eux, mais encore l'égalité des hommes et des femmes. Nous voulons pour elles comme pour vous, l'instruction intégrale, les mêmes facilités de développement physique, moral, intellectuel, professionnel.

Nous voulons pour les femmes, comme pour les hommes, liberté de conscience, liberté d'opinion, liberté d'action.

Nous réclamons pour les femmes, comme pour les hommes, l'indépendance économique, la production facile pour tous et la garantie pour chacun du produit intégral de son travail, quel que soit ce travail.

Nous voulons pour les femmes comme pour les hommes, voix délibérative dans la Commune, dans l'État, ou dans le groupe ; parce que les femmes comme les hommes, sont intéressées aux lois et règlements qui se font, parce que les femmes, payant les impôts, ont autant de droits que les hommes d'exiger une bonne répartition de ces impôts, parce que dans une vraie République, il n'y a plus de privilégiés, il n'y a que des intéressés qui se soumettant aux mêmes devoirs, doivent posséder les mêmes droits. (Applaudissements prolongés.)

Il y va de votre intérêt, électeurs, de ne plus vous contenter de cette hypocrisie prud'homme, clichée sur tous les programmes des candidats à la députation, aux Conseils généraux et municipaux : — « Guerre au cléricisme ! » Exigez des réformes sociales et parmi elles, une des premières : la reconnaissance de notre égalité sociale et politique. Il faut que, à l'instar des héritiers de la Révolution, qui montraient les tables des droits de l'homme aux libérateurs de l'époque, leur demandant : signeriez-vous cela ?

Il faut que vous, prolétaires, vous présentiez la table des droits de la femme aux candidats. Ce sera un *criterium* pour reconnaître à l'avenir les opportunistes, les traîtres du lendemain et quiconque méconnaîtra quand il n'en aura plus besoin, pour escalader le pouvoir — les droits des prolétaires. (Applaudissements.)

Nous nous adressons à vous, prolétaires, comme à nos compagnons d'infortune, pour appuyer notre droit à sortir de la servitude.

Vous êtes électeurs, vous avez la puissance du nombre, tous vous êtes femmes par le cœur, vous êtes nos frères. Aidez-nous à nous affranchir.

Vous admettez le vote pour les despotes, les prêtres, les soldats, oiseaux de proie affamés de carnage. Vous les distinguez même dans la foule pour leur donner, avec le mandat de vous conduire, quelques fois celui de vous assassiner. Et aux femmes créatrices, aux femmes amies de l'humanité, vous refusez de donner voix au chapitre de vos destinées ! (Applaudissements.)

Vous dites : la femme est trop cléricale. Est-elle plus cléricale que les prêtres, les Jésuites, les religieux de tous ordres qui votent ? La femme, si elle se confesse, est-elle plus cléricale que les hommes qui logent et payent confessionnaux et confesseurs ? Est-ce la femme enfin qui se fait prêtre ? Je dis, moi, que ceux qui entretiennent le cléricisme — les hommes — sont plus cléricaux que les femmes qui le pratiquent.

L'heure n'est plus au sabre et à la force ; il ne s'agit plus de porter chez nos voisins la désolation et la mort. Il s'agit de résoudre, pour tous, la question du bonheur chez soi. Ayez donc pour cela plus de confiance dans cette catégorie d'êtres, qui veulent les réformes, parce que sur eux particulièrement pèsent les abus — les prolétaires et les femmes. Ce ne sont pas les satisfaits de la vie, qui aideront le malheureux à changer de sort. Ce sont ceux qui ne peuvent voir souffrir, ceux qui ne peuvent voir pleurer. A savoir : les ouvrières et les femmes.

O ! prolétaires, si vous voulez être libres, cessez d'être injustes. Avec la science moderne, avec la conscience qui, elle, n'a pas de préjugés, dites : Égalité entre tous les hommes. Égalité entre les hommes et les femmes. Ascension de toute la race humaine, unie dans la justice, vers un avenir meilleur. *Une triple salve d'applaudissements accompagne l'oratrice jusqu'à sa place.*



MC [maître de cérémonie] : Nos sociologues et nos physiciens nous ont affirmé qu'ils avaient dû réviser une bonne partie de leurs théories à la lumière des informations que leur a apportées notre aimable visiteuse d'un autre monde. Il n'y a pas eu d'hommes sur Lointemps depuis au moins huit siècles – je ne dis pas qu'il n'y a pas eu d'être humains, bien sûr, mais il n'y a pas eu d'hommes – et cette société, entièrement dirigée par des femmes, a naturellement attiré fortement notre attention depuis l'apparition, la semaine dernière, de sa représentante et première ambassadrice, qui se trouve ici à ma gauche. Janet Evason, pouvez-vous nous dire comment réagira, d'après vous, votre société lointemporeine en voyant réapparaître des hommes de la Terre – je veux dire de notre Terre actuelle, bien sûr – après avoir été isolée durant huit cent ans ?

JE (Elle répondit aussitôt à cette question ; sans doute parce que c'était la première qu'elle pouvait comprendre) : Neuf cents ans. Quels hommes ?

MC : Quels hommes ? Vous devez certainement vous attendre à ce que des hommes de notre société aillent visiter Lointemps.

JE : Pourquoi ?

MC : Pour des raisons d'informations, d'échanges, heu – de contact culturel, sûrement (Rires). Je crains que vous ne me rendiez la tâche plutôt difficile, Miss Evason. Quand le – euh – fléau dont vous avez parlé a exterminé les hommes de Lointemps, ne vous ont-ils pas manqué ? Les familles n'ont-elles pas été brisées ? Le mode de vie tout entier n'a-t-il pas changé ?

JE (lentement) : Je suppose que les gens regrettent toujours ce à quoi ils ont été habitués. Oui, les hommes nous ont manqués. Toute une série de mots a même été bannie : « il », « homme », et ainsi de suite. Puis la seconde génération les a utilisés, par défi ; la troisième génération, par politesse, ne s'en est pas servi ; ensuite, cela n'intéressait plus personne. Qui pouvait se souvenir ?

MC : Mais il y avait sans doute... C'est-à-dire...

JE : Excusez moi, mais je ne comprends peut être pas très bien ce que vous voulez dire ; le langage que nous parlons n'est pour moi qu'un passe-temps, et je ne le maîtrise pas aussi bien que je le voudrais. Notre langue est un pan-russe que les Russes eux-mêmes ne comprendraient pas ; ce serait pour vous comme de l'anglais Médiéval, mais dans l'autre sens.

MC : Je vois. Mais pour en revenir à la question...

JE : Oui.

MC : c'est une position difficile que de se trouver entre les autorités et cette étrange personne drapée comme un chef sauvage dans son ignorance : impassible, attentive, sans doute civilisée, tout à fait ignorante. Il déclara finalement) : Vous ne voulez pas que des hommes retournent sur Lointemps, Miss Evason ?

JE : Pour quoi faire ?

MC : Un sexe n'est que la moitié d'une espèce, Miss Evason. Je cite (et il donna le nom d'un célèbre anthropologiste). Voulez vous bannir le sexe de Lointemps ?

JE (avec une grande dignité, parfaitement naturelle) : Hein ?

MC : Je disais : voulez-vous bannir le sexe de Lointemps ? Le sexe, la famille, l'amour, l'attrait érotique – appelez cela comme vous voulez – nous savons tous que votre peuple est formé de personnes compétentes et intelligentes, mais croyez vous que cela soit assez ? Votre connaissance biologique des autres espèces est certainement suffisante pour que vous compreniez de quoi je parle.

JE : JE suis mariée. J'ai deux enfants. Que diable voulez-vous dire ?

MC : Je... Miss Evason... nous... euh, nous savons que vous constituez ce que vous appelez des mariages, Miss Evason, que les deux partenaires reconnaissent l'enfant et que vous avez même des « tribus » - je leur donne ici le nom que leur attribue Sir .... - ; je pense que la traduction n'est pas parfaite – et nous savons que ces mariages ou ces tribus forment de très bonnes institutions en ce qui concerne le soutien économique des enfants et une certaine sorte de mélange génétique, et je confesse que vous êtes bien en avance sur nous dans le domaine de la biologie. Mais, miss Evason, je ne parle pas des institutions économiques, ni d'affection. Il est évident que les mères de Lointemps aiment leurs enfants ; personne n'en doute. Et bien sûr elles ont de l'affection l'une pour l'autre ; personne ne doute de cela non plus. Mais il y a plus, beaucoup plus... Je veux parler de l'amour sexuel.

JE (radieuse) : Oh ! Vous voulez dire la copulation.

MC : Oui.

JE : Et vous dites que nous ne la connaissons pas ?

MC : Oui.

JE : C'est idiot. Bien sûr que nous copulons.

MC : Ah ? (avec l'air de dire : Surtout, ne m'en parlez pas »).

JE : Nous copulons entre nous, oui. Laissez moi vous expliquez.

Elle fut aussitôt interrompue par une publicité décrivant poétiquement les joies du pain non coupé en tranches. »